



# Suivi des Oiseaux d'eau en Afrique du Nord pour la conservation des zones humides

1<sup>er</sup> rapport technique  
Juillet – Décembre 2013



Projet financé par le Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques

**CRITICAL** | **ECOSYSTEM**  
PARTNERSHIP FUND

*Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques ([www.cepf.net](http://www.cepf.net)) est une initiative conjointe de l'Agence française de Développement, Conservation International, de l'Union européenne, du Fonds pour l'Environnement Mondial, du gouvernement du Japon, de la MacArthur Foundation et de la Banque Mondiale. Un objectif fondamental est de garantir que la société civile est engagée dans la conservation de la biodiversité.*

Photo de couverture

Zone humide d'Ain Elzarga (Libye) © LSB

---

## ABRÉVIATIONS

Liste des abréviations utilisées dans ce rapport :

**CEPF** : Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques [Critical Ecosystem Partnership Fund]

**DGF** : Direction Générale des Forêts

**ONG** : Organisation non-gouvernementale

**SIBE** : Site d'intérêt Biologique et Écologique

**UICN** : Union Internationale pour la Conservation de la Nature

**WWF** : Fonds mondial pour la Nature [World Wide Funds for Nature]

**ZICO** : Zone Importante pour la Conservation des oiseaux

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Description du projet</b> .....	<b>4</b>
1.1.	Contexte.....	4
1.2.	Partenaires.....	4
1.3.	Objectifs et actions.....	5
1.4.	Sites.....	5
<b>2.</b>	<b>Mise en œuvre des actions</b> .....	<b>7</b>
2.1.	Réunion de lancement.....	7
2.2.	Action 1 - « Groupe de soutien » sur chaque site-test.....	7
2.2.1.	<i>En Algérie</i> .....	7
2.2.2.	<i>En Libye</i> .....	9
2.2.3.	<i>Au Maroc</i> .....	10
2.2.4.	<i>En Tunisie</i> .....	12
2.3.	Action 2 - Renforcement des capacités des parties prenantes sur les sites-tests.....	14
2.3.1.	<i>En Algérie</i> .....	14
2.3.2.	<i>En Libye</i> .....	15
2.3.3.	<i>Au Maroc</i> .....	15
2.3.4.	<i>En Tunisie</i> .....	16
2.4.	Action 3 - Suivis des populations d'oiseaux sur les sites-tests.....	16
2.4.1.	<i>En Algérie</i> .....	16
2.4.2.	<i>En Libye</i> .....	17
2.4.3.	<i>Au Maroc</i> .....	17
2.4.4.	<i>En Tunisie</i> .....	17
2.5.	Action 4 - Soutien pour la recherche de fonds pour la mise en œuvre d'actions de gestion sur les sites-tests.....	17
2.6.	Action 5 - Valorisation des données ornithologiques en indicateurs de gestion.....	17
2.7.	Action 6 - Ateliers régionaux sur la gestion des zones humides en Afrique du Nord et les résultats du projet.....	18
2.8.	Action 7 - Création d'un document de sensibilisation sur l'importance des suivis des oiseaux d'eau pour la protection des zones clés de biodiversité prioritaire.....	18
<b>3.</b>	<b>Autres actions relatives au projet</b> .....	<b>18</b>
3.1.	Évaluation des capacités organisationnelles des ONG.....	18
3.2.	Visite du CEPF en Tunisie.....	18
<b>4.</b>	<b>Conclusion</b> .....	<b>19</b>
<b>ANNEXES</b> .....		<b>20</b>
	Annexe 1. Outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile.....	20
	Annexe 2. Article publié dans Terre Sauvage sur les projets du CEPF en Tunisie.....	31

## 1. Description du projet

### 1.1. Contexte

La région Méditerranée est une zone extrêmement riche en biodiversité. Parmi les écosystèmes les plus remarquables, les zones humides y abritent une grande diversité d'espèces. Cet écosystème est également parmi les plus menacés au niveau mondial, principalement en raison de l'accroissement récent et continu des populations humaines et du développement conjoint de l'agriculture irriguée, de l'urbanisation, de l'industrie, des infrastructures de transport et du tourisme.

Les oiseaux d'eau (canards, oies, hérons, mouettes, sternes, etc.) sont une composante importante des paysages de zones humides méditerranéennes. Leur tendance à se rassembler, souvent en concentration spectaculaire, ont fait de ces oiseaux des objets de recherche et de suivis. Ils sont ainsi d'excellents indicateurs de la valeur et de la santé des zones humides. Le suivi des oiseaux d'eau représente en effet un outil simple et efficace non seulement pour déterminer l'importance relative des zones humides pour les oiseaux d'eau et les tendances des effectifs de ces populations, mais également pour établir les priorités de conservation.

Les oiseaux d'eau sont également un excellent vecteur de sensibilisation et de mobilisation de la société civile pour leur conservation et, au-delà, des écosystèmes dont ils dépendent. En améliorant les compétences et la sensibilisation des gestionnaires privés de sites, de la société civile et des administrations responsables de la gestion de sites, il est possible d'aboutir à une meilleure gestion et conservation de ces sites clés pour la biodiversité, actuellement fortement menacés.

### 1.2. Partenaires

Ce projet rassemble cinq partenaires principaux : quatre ONG nationales responsables de sa mise en œuvre dans leurs pays respectifs (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) et la Tour du Valat qui assure la coordination régionale.



La **Tour du Valat** est un organisme privé de recherche ayant pour mission d'arrêter la perte et la dégradation des zones humides méditerranéennes et de leurs ressources naturelles, de les restaurer et de promouvoir leur utilisation rationnelle. La Tour du Valat développe depuis de nombreuses années des programmes de recherche et de gestion qui favorisent les échanges entre usagers des zones humides et scientifiques.



L'**Association « Groupe de REcherche pour la Protection des Oiseaux au Maroc » (GREPOM)** est une ONG nationale à but non lucratif, créée en mai 1993 et affiliée à BirdLife International en 2013. Elle s'occupe en priorité de la protection des oiseaux et de leurs habitats au profit desquels elle a réalisé diverses actions (inventaires et stratégies de conservation des zones humides, inventaires des sites Ramsar, sensibilisation du public, valorisation touristique de sites...). Ce groupe assure la quasi-totalité du suivi hivernal des oiseaux d'eau au Maroc.



L'**Association Nationale Algérienne d'Ornithologie (ANAQ)** est une ONG nationale dans le domaine de l'ornithologie créée en 2013. Ses missions sont : le suivi et l'étude de différents aspects de l'écologie des oiseaux en Algérie, la conservation et la protection des oiseaux et de leurs habitats. L'ANAQ coopère avec les autorités locales et nationales, les universités et les organisations internationales dans différents projets de recherche et de conservation.



L'**Association « Les Amis des Oiseaux » (AAO)** est une ONG nationale à but non lucratif et le Partenaire de BirdLife International en Tunisie. L'AAO œuvre depuis plus que 35 ans pour l'étude, le suivi et la sauvegarde de la biodiversité en général et des oiseaux sauvages et leurs habitats en particulier. En plus de son action et de ses projets en Tunisie, l'AAO s'engage dans la conservation des oiseaux et des sites et

habitats importants au niveau international, notamment dans le cadre des conventions et accords internationaux.



La **Libyan Society for Birds (LSB)** est une ONG nationale à but non lucratif créée en 2012 avec pour mission d'étudier, de suivre et de protéger les oiseaux en Libye. Les axes d'action de cette ONG de passionnés d'oiseaux sont : l'observation, le suivi et la protection des oiseaux terrestres et aquatiques, sédentaires et migrateurs, et la sensibilisation du grand public au sujet de la conservation des oiseaux.

### 1.3. Objectifs et actions

Ce projet de deux ans (juillet 2013–juin 2015) vise à renforcer les capacités des parties prenantes locales en les sensibilisant au suivi des oiseaux d'eau et à la gestion des zones humides sur huit sites-tests afin d'améliorer la conservation de ces sites. Les principaux objectifs de ce projet sont :

- 1) de renforcer les activités de **suivis des oiseaux d'eau** sur les sites-tests en mettant en place de nouveaux programmes de suivis ou en renforçant les programmes existants et en y associant l'ensemble des parties prenantes (gestionnaire de site, associations environnementales, groupe de développement agricole, coopératives, etc.).
- 2) de permettre que ces suivis soient valorisés en tant qu'outil de gestion et de sensibilisation des zones humides, grâce à l'utilisation d'**indicateurs ornithologiques**.
- 3) d'alimenter et de structurer la **coopération régionale** en matière de conservation des oiseaux d'eau et des zones humides dans toute l'Afrique du Nord, en particulier à travers le développement de collaborations Sud-Sud.

Pour atteindre ces objectifs, sept actions seront menées, quatre à l'échelle de chaque site-test (actions 1 à 4) et trois à l'échelle de l'Afrique du Nord (actions 5 à 7) :

Action 1 : Création de « **Groupe de soutien** » à la gestion et à la conservation du site composé de l'ensemble des parties prenantes locales (gestionnaires, ONG, administrations, universités).

Action 2 : **Renforcement des capacités** de ces parties prenantes par la formation à l'identification des oiseaux d'eau et à leurs suivis et par la sensibilisation à l'état de conservation des sites.

Action 3 : **Activités de suivis** des populations d'oiseaux et de la zone humide par les différentes parties prenantes pour améliorer la connaissance des sites (abondance et distribution spatiale des oiseaux d'eau nicheurs, migrateurs et hivernants, état de conservation).

Action 4 : Soutien pour la **recherche de fonds** pour la mise en œuvre d'actions de gestion sur les sites.

Action 5 : Valorisation des données ornithologiques en **indicateurs de gestion**.

Action 6 : Organisation d'**ateliers régionaux** sur la gestion des zones humides en Afrique du Nord et les résultats du projet.

Action 7 : Création d'un **document de sensibilisation** sur l'importance des suivis des oiseaux d'eau pour la protection des zones clés de biodiversité prioritaire.

### 1.4. Sites

Les 8 sites-tests (Tableau 1, Figure 1) ont été choisis parmi les Zones Clés pour la Biodiversité prioritaires désignées dans le Profil d'écosystème « Hotspot de la biodiversité du bassin méditerranéen » du CEPF<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> [http://www.cepf.net/Documents/Mediterranean\\_EP\\_FINAL\\_FRENCH.pdf](http://www.cepf.net/Documents/Mediterranean_EP_FINAL_FRENCH.pdf)

Tableau 1. Caractéristiques des 8 sites-tests

Pays	Corridors* Zones clé*	Sites-tests	Caractéristiques	Superficie (en ha)
Maroc	Massif de l'Atlas N°819 Parc National d'Ifrane	Aguelmam Afenmourir	Site Ramsar Lac karstique peu profond de montagne bordé par une large pelouse	800
	Oranie et Molouya N°795 Sebkhia Bou Areg	Lagune de Nador	Site Ramsar, ZICO, SIBE Lagune méditerranéenne	14 000
Algérie	Oranie et Molouya N°53 Marais de la Macta	Marais de la Macta	Site Ramsar Marais et salins littoraux	43 025
	Montagnes, plateaux et zones humides du Tell algérien et de la Tunisie N° 45 Parc National du Djurdjura	Lac Goulmim	Lac de montagne	17
Tunisie	Montagnes, plateaux et zones humides du Tell algérien et de la Tunisie N°1376 Ichkeul	Parc National de l'Ichkeul	Réserve de la Biosphère, Site du Patrimoine Mondial Naturel, site Ramsar et ZICO Garaet (lac d'eau douce à saumâtre) alimenté par 6 oueds en eau douce et communiquant avec la mer par l'oued Tinja et la lagune de Bizerte.	12 600
	Zones humides de la Tunisie et de la Libye N°1416 Gafsa	Garaet Sidi Mansour	Site Ramsar et ZICO Garaet (lac d'eau douce à saumâtre), cette dépression capte les eaux des oueds qui émanent du Djebel Orbata au Nord et du Djebel Hachichina au Sud	2 426
Libye	Péninsule cyrénaïque N°730 Péninsule cyrénaïque	Ain Elshakika & Ain Elzarga	2 sites Ramsar au sein d'un Parc National (considéré comme un seul site test)  Sebkhia hypersaline côtière et sebkhia naturelle	33 50
	Péninsule cyrénaïque N°730 Péninsule cyrénaïque	Ayn al ghazalah	Oued	1 400

\*Selon le Profil d'écosystème « Hotspot de la biodiversité du bassin méditerranéen » du CEPF



Figure 1. Localisation des 8 sites-tests (source : google earth)

## 2. Mise en œuvre des actions

### 2.1. Réunion de lancement

La réunion de lancement du projet s'est tenue à la Tour du Valat (Arles, France), sur deux jours, les 10 et 11 septembre 2013. Les représentants de la Tour du Valat (chefs de projet qui interviendront lors du projet) et les représentants des différentes ONG partenaires y ont assisté. Cette réunion a permis à l'ensemble des personnes impliquées dans ce projet de se rencontrer et d'échanger sur les actions à mettre en place sur les différents sites-tests.

Après l'ouverture officielle de la réunion et un récapitulatif du projet, des présentations sur les indicateurs ornithologiques et sur la gestion intégrée dans les zones humides ont été faites par des chefs de projet de la Tour du Valat impliqués dans ce projet CEPF. Ensuite, le système de suivi financier et technique du projet et mis en place par le CEPF a été longuement discuté. Chaque ONG partenaire a ensuite présenté les caractéristiques écologiques et socio-économiques des deux sites-tests retenus par pays. Les actions locales (création d'un groupe de soutien, renforcement des capacités de gestion des parties prenantes, activités de suivis ornithologiques, soutien pour la recherche de fonds pour mettre en place les activités de gestion) ainsi que les actions régionales (valorisation des données ornithologiques sous forme d'indicateurs, tenue des ateliers régionaux, production d'un document de sensibilisation sur l'importance de suivre les oiseaux d'eau en Afrique du Nord) ont ensuite été revues de manière collégiale, discutées et approuvées par tous les participants à la réunion.



*Participants à la réunion de lancement : Thomas Galewski (Tour du Valat), Lisa Ernoul (Tour du Valat), Essam Bouras (LSB), Mohamed Dakki (GREPOM), Anne-Laure Brochet (Tour du Valat), Claudia Feltrup-Azafzaf (AAO) et Abdelkrim Sibachir(ANAO) © Tour du Valat*

### 2.2. Action 1 - « Groupe de soutien » sur chaque site-test

L'objectif pour la période juillet-décembre 2013 était d'identifier et de prendre contact avec l'ensemble des parties prenantes afin de créer sur chaque site-test un « groupe de soutien » à la gestion et la conservation

#### 2.2.1. En Algérie

Afin d'être en conformité avec les nouveaux textes réglementaires paru en 2012 et régissant les associations, l'ANAO a pris attache avec des associations qui sont en conformité avec cette loi. Les organismes dont relèvent les parties prenantes du projet, tant au niveau national (DGF) que local

(Conservations départementales des forêts, mairies, Parc National du Djurdjura) ont pris connaissance du projet et ont donné leur accord pour aider à la concrétisation de ses objectifs et ses actions.

Entre le 22 et le 27 décembre 2013, des contacts divers ainsi que des réunions restreintes d'information et de concertation ont été réalisées en vue de constituer le Groupe de soutien au niveau de chaque site-test. Ceci a permis de rassembler des informations diverses concernant les personnes à impliquer dans ces groupes et d'évaluer la capacité de ces personnes à la réalisation des objectifs du projet. Une collecte de données sur les sites-tests et les populations d'oiseaux d'eau qui les fréquentent a été également effectuée.

Suite à ces démarches, Il a été décidé d'étaler les sessions de formation sur le dénombrement des populations des oiseaux d'eau au site du barrage de Taksebt, zone humide artificielle limitrophe du Parc National du Djurdjura, alimentée dans sa totalité par les fontes des neiges du massif du Djurdjura et qui abrite une multitude d'espèces d'oiseaux aquatiques.

Aussi, il a été jugé opportun d'associer au groupe de soutien mis en place pour le Marais de la Macta, des représentants d'une association relevant de la wilaya de Mascara. Le site de la Macta étant de grande surface et s'étendant sur deux wilayas (départements) différentes.

Ces groupes de soutien ainsi constitués sont composés comme suit :

Lac Goulmim (Parc National du Djurdjura)

- 4 représentants de l'Association "*Trait d'union*" (commune Ait bouaddou, Ouadhias, wilaya de Tizi Ouzou)
- 2 représentants de l'association "*Tacemlith*" (commune d'Ait Bouadou, Ouadhias, Wilaya de Tizi-Ouzou)
- 1 représentant de la conservation des forêts de la wilaya de Tizi Ouzou
- 1 représentant de la direction du Parc National du Djurdjura
- 1 représentant de la mairie d'Ait Bouaddou (Assemblée Populaire communale APC)
- 1 animateur expert en zones humides et oiseaux d'eau (habitant la région et membre de l'ANAO)
- 2 ornithologues désignées pour le suivi, la formation et l'étude des habitats et des populations d'oiseaux d'eau sur les deux sites test (membres de l'ANAO)



Réunion de concertation réalisée au PN Djurdjura © ANAO



### Marais de la Macta

- 6 représentants de l'Association écologique de Hassi Maamèche (wilaya de Mostaganem)
- 1 représentant de la conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem
- 1 représentant de la conservation des forêts de la wilaya de Mascara
- 1 représentant de la mairie du village El Macta (Assemblée Populaire communale APC)
- 1 animateur expert en zones humides et oiseaux d'eau (habitant la région et membre de l'ANAO)
- 2 ornithologues désignées pour le suivi, la formation et l'étude des habitats et des populations d'oiseaux d'eau sur les deux sites test (membres de l'ANAO)

En vue d'une meilleure capitalisation des résultats du projet CEPF, l'ANAO a saisi l'opportunité du pilotage de ce projet en Algérie afin de renforcer ses propres capacités de gestion et de réalisation de projets à l'échelle nationale. C'est dans cet objectif que l'ANAO a opté pour la désignation d'animateurs et d'ornithologistes, membres de l'ANAO, pour chaque site afin de les imprégner aux mécanismes de réalisation et de suivi de ce genre de projets.

### **2.2.2. En Libye**

Les activités en Libye ont été ralenties la fin 2013 en raison de contraintes de sécurité. La distance des sites étant également très importante, ce facteur augmente la logistique des réunions et de la formation des Groupes de soutien. Il n'est cependant pas un obstacle pour les activités du projet.

#### Ayn al ghazalah

Une première réunion a été organisée avec la société nationale pour la protection de l'environnement qui est la seule ONG locale sur ce site. Le gouvernement local et l'université ont également été approchés pour leur présenter le projet et le Groupe de soutien. Les chasseurs locaux, intéressés par le projet, ont également été rencontrés et un de leurs membres a été intégré au Groupe de soutien. La LSB a également visité les communautés locales de l'Ayn al ghazalah, ainsi que l'école.

Le groupe de soutien se compose donc de 13 membres : représentants de la société pour la protection de l'environnement de Tubrak, de représentants de l'Alhaya pour la protection de la vie sauvage et marine basée à Darna, d'étudiants et d'enseignants de la faculté sur les ressources naturelles et du groupe de chasseurs. Tous ces organismes ont été rencontrés pour expliquer le projet, les objectifs, la durée ainsi que les activités.

Au cours de la visite à Tubrak, la LSB eu l'occasion de participer à une émission de radio locale pour parler du projet, ainsi que de l'importance de la région.

#### Ain Elshakika/Ain Elzarga

Une réunion avec des ONG locales, ainsi que l'université a été organisée pour créer le Groupe de soutien. Onze membres de six différents organismes participent au Groupe de soutien : la Libyan Wildlife Trust de Labraq, la société de Belegrai pour l'environnement, le tourisme et les inégalités, la société pour l'environnement d'Almasfofa, la société pour l'environnement de Sofaje, l'Alhaya pour la protection de la vie sauvage et marine et de la faculté des sciences de l'université Omar Almortar.

La LSB a saisi l'opportunité du pilotage de ce projet en Libye afin de renforcer ses propres capacités de gestion et de réalisation de projets à l'échelle nationale. C'est la première fois que la LSB coordonne un tel projet avec différentes parties prenantes et sur différents sites. Ce projet est donc une bonne occasion pour apprendre à travailler avec les décisionnaires locaux et sur la meilleure façon de les faire participer/travailler ensemble, en collaboration avec la population locale.

L'implication des chasseurs a aidé à la dynamique des Groupes de soutien et d'autres ont exprimé leur intérêt à participer aux activités. De plus, compte tenu de la large représentation des étudiants dans le projet, les activités devront être coordonnées avec le calendrier de l'Université. En outre, la sensibilisation de la population locale via les médias locaux qui influencent leur comportement permet d'atteindre la société civile concernée par ce projet. Après la première visite des sites par la LSB, l'ONG est désormais mieux connue par les habitants.

### **2.2.3. Au Maroc**

#### Choix des entités constitutives des Groupes de soutien à la gestion des sites

Ce choix a été fait en réponse aux objectifs du projet, notamment ceux qui concernent le suivi de l'avifaune et le soutien à la gestion des sites : (1) garantir l'élargissement du réseau national d'observateurs participant aux dénombrements internationaux des oiseaux d'eau ; (2) initier un processus de plaidoyer en faveur de la gestion durable des deux sites, basé sur la bonne connaissance des exigences écologiques des cibles de conservation (oiseaux d'eau) et des menaces qu'elles subissent ; (3) renforcer les capacités des acteurs locaux en termes de savoir et de savoir-faire pour mener leurs activités de suivi et de gestion des sites naturels.

Pour maximiser les chances d'atteinte de ces objectifs, le GREPOM a mis en premier sur les ONG les plus impliquées dans le suivi et la protection des oiseaux ; il a focalisé d'une part sur ses unités régionales (Moyen Atlas et Nord-Oriental), qui ont besoin de renforcement pour améliorer le suivi hivernal des oiseaux d'eau dans leurs régions respectives, et d'autre part sur l'Association des Enseignants de Sciences de la Vie et de la Terre, partenaire lié au GREPOM par une charte (signée en 2013) et qui sert d'interface entre le GREPOM et sa cible éducative pour ce qui est de la valorisation éducative des zones humides et des oiseaux d'eau. Ces deux entités fournissent le plus grand nombre de membres du Groupe de soutien. Mais en plus de ces deux acteurs, deux associations locales, petites mais aux activités intenses et viables, ont adhéré au Groupe de soutien 'lagune de Nador'.

La participation des Directions provinciales des Eaux et Forêts, dont le département de tutelle est également partenaire du GREPOM, est considérée davantage à travers leurs missions en matière de conservation de la biodiversité que par le nombre de leurs représentants dans les Groupes de soutien. Ce gestionnaire des Aires Protégées participe au groupe 'Afennourir' à travers un intermédiaire associatif, les Amis du Parc National d'Ifrane, dont deux membres forestiers au moins sont intégrés à ce groupe. Mais à Nador, la Direction elle-même est invitée à intégrer le Groupe de soutien.

Un autre partenaire gouvernemental de choix, à savoir le Département de l'Environnement, a été intégré aux Groupes de soutien des deux sites, à travers les Services de Nador (et d'Oujda) et l'Observatoire de l'Environnement d'Ifrane. Ces deux entités sont chargées du suivi de l'environnement régional et des études d'impact ; elles seront secondées par la cellule de gestion du projet de 'Gestion Intégrée des Zones Côtières relatif à l'aménagement de la Moulouya'.

#### Concertation pour la constitution des Groupes de soutien

Les contacts avec les partenaires du projet ont été précédés d'une réunion avec chacun des coordinateurs des deux unités régionales du GREPOM concernées par les deux sites. Ces coordinateurs ont été informés des objectifs, de la philosophie et des activités du projet, puis de leur rôle dans l'animation des activités locales de formation et de suivi, voire de partage de la coordination avec le responsable du projet.

La concertation avec les partenaires a été faite aux niveaux national et régional pour les partenaires qui exigent l'aval de leur administration de tutelle (Directions Provinciales des Eaux et Forêts, Services et Observatoires régionaux de l'Environnement) ainsi que pour l'Association des Enseignants de Sciences de la Vie et de la Terre, avec laquelle le GREPOM a signé une charte durant le montage du

projet. Des discussions d'information ont été menées avec les concernés locaux, par la coordination locale du GREPOM ou par le responsable du projet (par téléphone). Cette phase d'information sur le projet et de sensibilisation à son intérêt a été menée sur trois mois environ, incluant l'attente des réactions des intéressés.

Cette concertation a révélé un grand intérêt de la part des acteurs locaux, qui ont exprimé avec beaucoup d'enthousiasme leur volonté de bénéficier de la formation.

### Réunions de constitution des Groupes

Les Groupes de soutien à la gestion des sites ont été créés pour les deux sites lors d'ateliers de démarrage du projet, organisés le 30 décembre pour Afennourir et le 2 janvier 2014 pour la Lagune de Nador. Ces ateliers ont été organisés respectivement dans les locaux de l'Observatoire régional de l'Environnement (Ifrane) et de l'Association des Enseignants de Sciences de la Vie et de la Terre (Nador). Tous les partenaires ont été invités à cet atelier, mais malgré qu'ils aient été retardés plusieurs fois, pour trouver des dates satisfaisantes à tous les participants, certains d'entre eux ont été forcés de s'absenter. Néanmoins, ils ont insisté pour ne pas être ôtés du Groupe de soutien; le GREPOM est ensuite intervenu par écrit pour que leur administration de tutelle les libère pour les formations.

Chaque atelier a démarré par une brève présentation d'ouverture ayant pour objet de situer l'atelier dans son contexte (justification et buts du projet et de l'atelier); cette intervention a été suivie par la présentation des participants et de leurs attentes, via un tour de table. Ces présentations ont été suivies par des réactions du responsable du projet à certaines attentes exprimées mais non couvertes par le projet. La phase suivante de l'atelier a été consacrée à la présentation et la discussion du projet et de son contexte (CEPF, Méditerranée ...); les discussions ont été très sommaires, vu que les participants ont été déjà briffés sur les activités du projet. La deuxième session de l'atelier a consisté en une présentation de la méthode générale et du programme de la formation relative à la reconnaissance et au dénombrement des oiseaux. Les discussions ont eu lieu au cours et après les présentations. Elles ont porté principalement sur le déroulement de la formation et sur la logistique. Trois conclusions importantes ont découlé de ces discussions : (1) le besoin d'un encadrement de terrain soutenu (en plusieurs sorties de terrain), (2) la faible diversité des oiseaux dans la lagune Nador (besoin de compléter la formation par des visites au site Ramsar de la Moulouya, proche de cette lagune) et (3) le besoin d'une formation de base sur la biologie et écologie des oiseaux d'eau (plusieurs bénéficiaires sont débutants).





*Participants aux réunions de constitution des Groupes de soutien ©GREPOM*

### Opportunités et difficultés

Les membres des groupes actuels ont attesté d'une grande volonté de bénéficier des formations et de participer aux suivis des oiseaux d'eau et des zones humides: chacun a exprimé un besoin d'utiliser les données et la compétence dans son domaine. La principale difficulté réside dans l'impossibilité de trouver des dates de formation qui conviennent à tous les bénéficiaires.

#### **2.2.4. En Tunisie**

Pour les deux sites, l'AAO a opté pour l'identification de deux associations environnementales locales comme « Groupe Local de Conservation » (GLC). Ce sont ces associations qui seront les « moteurs » de la dynamique locale du processus de gestion participative des deux zones humides et qui seront appelées, en partenariat avec les gestionnaires des sites, à identifier les membres du « Comité Local d'Appui à la Gestion » (CLAG) des sites et de lancer le processus local.

En juillet 2013, l'AAO a profité de plusieurs rencontres nationales d'associations environnementales et de ses contacts antérieurs avec des associations des deux régions concernées pour identifier des associations susceptibles non seulement de posséder le minimum de capacités et de compétences nécessaires, mais également d'être bien implantées et acceptées dans leur région. Deux associations ont donc été approchées pour le projet : l'Association Tunisienne Santé et Environnement (ATSE) à Menzel Bourguiba pour le Lac Ichkeul et l'Association de l'Environnement pour le Développement Durable d'El Guettar (AEPDD El Guettar) pour la Sebkhet Sidi Mansour.

#### Lac Ichkeul

L'ATSE est très active au niveau de Menzel Bourguiba, ville à proximité du Lac Ichkeul, et s'intéresse notamment à la restauration et la conservation des zones humides. Dans ce cadre, elle organise des visites sur la Lagune de Bizerte et le Lac Ichkeul afin de surveiller l'état de l'environnement. Ses membres s'intéressent également à la faune sauvage et notamment aux oiseaux d'eau comme indicateurs de l'état des zones humides.

Une première réunion d'information sur le projet a eu lieu avec le président de l'ATSE le 13 octobre 2013 au local de l'ATSE à Menzel Bourguiba. Une deuxième réunion d'information sur le projet, ses objectifs, son plan de travail proposé et le calendrier prévu a été organisée le 17 novembre 2013 avec la participation du président de l'ATSE et de 4 membres de cette association ainsi que le président et le Directeur Exécutif de l'AAO. À la fin de cette deuxième réunion, l'ATSE a souhaité entrer en partenariat avec l'AAO pour la réalisation du projet.

Plusieurs travaux concernant la mise en place de ce partenariat et le démarrage des travaux ont été réalisés jusqu'au 31 décembre 2013 :

- Désignation d'un point focal pour du projet au sein de l'ATSE
- Élaboration d'un calendrier d'activités pour le dernier trimestre 2013

- Évaluation des capacités institutionnelles et administratives de l'ATSE
- Remise d'un format pour la collecte d'informations sur les parties prenantes du projet par l'AAO à l'ATSE
- Élaboration d'un projet de termes de référence pour le CLAG
- Discussion d'un projet de convention de partenariat entre l'AAO et l'ATSE

L'AAO a également pris contact avec Monsieur Habib Ghazouani, Conservateur du Parc National de l'Ichkeul pour l'informer sur le projet et pour prendre son avis quant au choix de l'association locale et sur la démarche de la mise en place d'un CLAG. M. Ghazouani a assuré l'AAO de sa collaboration et de son appui, mais a toutefois exprimé des doutes sur la faisabilité et l'efficacité de la gestion participative.

### Sebkhet Sidi Mansour

Après des premiers contacts avec l'Association Initiative Economique et Sociale de Gafsa (Gafsa Initiative), l'AAO n'a pas été convaincue que les thématiques de la gestion des zones humides et du suivi des populations d'oiseaux d'eau soient considérés comme importants au sein de cette association et il a été décidé de relancer la recherche d'une association plus concernée par les objectifs du projet. Ainsi, l'AAO a pris contact avec ses sections régionales à Sfax, Gabès et Gafsa, avec la Direction Générale des Forêts, la coordinatrice du programme CEPF en Afrique du Nord et le bureau du WWF à Tunis. Grâce à ce réseautage, l'Association de l'Environnement pour le Développement Durable d'El Guettar (AEPDD El Guettar) a pu être identifiée en novembre 2013. Cette association est très active au niveau local, elle est également bien intégrée dans les réseaux associatifs et joue le rôle de « gardien » du Site Ramsar du Chott El Guettar.

La première réunion d'information a eu lieu le 18 décembre 2013 au local de l'AEPDD à El Guettar avec la participation du président et de 3 membres de l'association et du Directeur Exécutif et un membre du personnel de l'AAO. À la fin de cette réunion, l'AEPDD a souhaité entrer en partenariat avec l'AAO pour la réalisation du projet.

Les travaux suivants concernant la mise en place de ce partenariat et le démarrage des travaux ont été réalisés jusqu'au 31 décembre 2013 :

- Désignation d'un point focal pour du projet au sein de l'AEPDD
- Remise d'un format pour la collecte d'informations sur les parties prenantes du projet par l'AAO à l'AEPDD

Le 19 décembre 2013 l'AAO a également visité le Chef d'Arrondissement des Forêts de Gafsa, M. Ahmed Radhouan Rdhaounia, au CRDA à Gafsa pour lui présenter le projet et prendre son avis sur le choix de l'association locale et la démarche du projet. M. Rdhaounia s'est montré très intéressé et a assuré l'AAO de son plein appui. Il a souligné que l'AEPDD n'étant pas riveraine de la Sebkhet Sidi Mansour, il serait important qu'elle cherche à intégrer des jeunes de la région dans son organisation pour assurer une meilleure acceptation. Il souhaite aussi à ce que les suivis de l'avifaune et des menaces aux zones humides soient en même temps réalisés sur les autres zones humides de la région.



En plus du niveau local, l'AAO a informé les principales parties prenantes au niveau national lors de réunions individuelles avec les équipes concernées de :

- L'Agence Nationale de la Protection de l'Environnement (ANPE) : le 25/10/2013 à l'ANPE
- L'Agence de Protection et de l'Aménagement du Littoral (APAL) : le 12/11/2013 à l'APAL
- La DGF : le 26/11/2013 au Ministère de l'Agriculture



Présentation du projet à la DGF @AAO

Ces réunions ont permis d'assurer l'appui des représentations régionales de ces parties prenantes et de veiller à la bonne intégration du projet dans les stratégies et les projets en cours et prévus de ces organismes. Suite à cette réunion, la DGF a proposé à l'AAO d'organiser une réunion d'information et de coordination avec des organismes qui travaillent en partenariat avec la DGF pour la réalisation d'autres projets qui concernent les aires protégées et les zones humides. Cette réunion est programmée pour les 11 et 12 février 2014 à l'occasion de la Journée Mondiale des Zones humides. Elle est organisée en partenariat entre la DGF, l'AAO, l'UICN Méditerranée, MedWet et le WWF-Bureau de Tunis et regroupera aussi les principales parties prenantes des projets concernés. Un objectif principal de cette réunion est d'identifier les moyens par lesquels la DGF peut assurer la coordination et la synergie des projets qui concernent des sites dont elle est responsable.

### **2.3. Action 2 - Renforcement des capacités des parties prenantes sur les sites-tests**

Aucune activité n'avait été planifiée sur cette action sur la période juillet-décembre 2013 pour prendre le temps d'identifier les parties prenantes (cf. Action 1). Des activités ont cependant été menées en fonction de la dynamique locale.

#### **2.3.1. En Algérie**

Les réunions de concertation entre les animateurs et les ornithologues désignés ont permis de mettre en place le contenu des communications et des formations. Il a été ainsi décidé d'animer en premier lieu des présentations générales mettant en relief l'importance et l'intérêt de la connaissance et de la conservation de la biodiversité, des oiseaux d'eau et des zones humides. Des sessions de formation visant l'apprentissage de l'identification et le dénombrement des oiseaux d'eau, ainsi que l'exploitation des données sont prévues en 2014. Il a été convenu d'assurer ces présentations et ces formations tant en langue française qu'en langue arabe et amazigh pour le site du PND.

### **2.3.2. En Libye**

Il a été prévu de réaliser cette action de formation sur la période janvier-juin 2014 plus propice au suivi des oiseaux d'eau en Libye.

### **2.3.3. Au Maroc**

Concernant la formation, le contenu et le déroulement (présentations, applications de terrain et évaluation) ont été définis de façon sommaire et une présentation en a été faite lors des réunions de création des groupes. 4-5 formateurs ont été identifiés, dont deux assureront les applications de terrain (suivi des oiseaux). Un module spécifique à la gestion des données des recensements et à la planification de la gestion (y compris une application de terrain) sont en cours de préparation.

#### Définition du contenu de la formation

Plusieurs entretiens ont eu lieu entre les formateurs pour définir un contenu et une méthode de la formation qui répondent aux objectifs du projet. Ils ont débouché sur le contenu sommaire suivant:

#### **Sessions introductives**

Il s'agit de trois sessions en salle, composées d'un minimum de texte et de beaucoup d'illustrations :

- i. *Principaux traits de la morphologie* des oiseaux (en insistant la diversité des formes et des couleurs) et de leur *bio-écologie* (physiologie, reproduction, habitats, migrations ...), avec focus sur la diversité chez les oiseaux d'eau.
- ii. *Systématique des grands groupes* (topographie d'un oiseau, caractères distinctifs des ordres et des familles trouvés au Maroc).
- iii. *Présentation de l'avifaune marocaine* (avec détails sur les familles et les espèces aquatiques): composition, phénologie, rareté ...
- iv. *Utilité des suivis des populations d'oiseaux d'eau* en conservation/utilisation durables des zones humides, avec aperçu de la notion d'indicateur écologique, des phases de traitement des données et des organismes qui impliqués dans la collecte, le traitement et l'exploitation de ces données.

#### **Formation à la reconnaissance et au dénombrement des oiseaux**

Elle portera sur les oiseaux d'eau et se composera d'une brève session en salle, riche en illustrations, suivie d'exercices d'identification sur des photos et images d'oiseaux, puis par des observations de terrain. Lors des tournées de terrain, les candidats apprendront à utiliser les guides d'oiseaux et les carnets de notes, mais aussi à bien manipuler leur matériel optique (transport, installation rapide, précautions, maintenance ...).

#### **Exercices et suivis de terrain**

1-4 formateurs accompagneront le groupe de soutien sur le terrain pendant 4-6 sorties de formation. Des recensements exhaustifs seront réalisés et leurs résultats rédigés et saisis dans le système d'information par les candidats eux-mêmes.

#### **Relavés préliminaires des valeurs et des dysfonctionnements touchant les oiseaux**

Lors des visites de terrain, le groupe relèvera les valeurs écologiques du site, notamment la présence et l'effectif des espèces rares/menacées et des habitats accueillant ces espèces ou des grands nombres d'oiseaux. A l'occasion, on évoquera si des espèces ou des habitats ayant un intérêt pour l'homme (socio-économique, éducatif, scientifique, culturel ...), afin d'illustrer les aspects de la conservation profitant directement à l'homme.

Cet aspect constituera une introduction à la deuxième partie de la formation, consacré aux techniques de planification de la gestion, qui est en cours de conception.

### **2.3.4. En Tunisie**

#### Lac Ichkeul

Afin de profiter au maximum de la dynamique qui s'est développée suite à la première réunion avec l'ATSE, il a été décidé d'avancer le programme de formation prévu et de commencer la formation théorique dès le 30 novembre 2013. Pour cela l'ATSE et l'AAO ont identifié le groupe de personnes à former, les connaissances préalables des personnes à former, le meilleur créneau temps pour la formation et le calendrier des sessions de formation.

Des sessions de formation de 4 heures se sont déroulées au local de l'ATSE comme suit : « évaluation des connaissances initiales & introduction à la formation » (30/11/2013) et « savoir décrire un oiseau & savoir identifier un oiseau » (21/12/2013). Une ornithologue externe résidente à Tunis a été identifiée pour intervenir avec le Directeur Exécutif et les ornithologues bénévoles de l'AAO dans la formation des membres de l'ATSE et du CLAG. Le Conservateur du Parc National de l'Ichkeul M. Habib Ghazouani a été invité aux deux sessions de formation mais n'a pas pu y assister à cause d'imprévus.



*Session de formation à l'ATSE@AAO*

#### Sebkhet Sidi Mansour

Afin d'assurer la formation des membres de l'AEPDD et du CLAG dans le cadre de ce projet, un ornithologue externe résident à Sfax a été identifié.

Depuis le mois de novembre 2013, l'AAO a commencé à compiler les données d'observation des oiseaux d'eau (et autres) des deux sites pour aider les associations locales à produire des listes d'oiseaux par site (y compris les statuts et les périodes de présence).

## **2.4. Action 3 - Suivis des populations d'oiseaux sur les sites-tests**

Aucune activité n'avait été planifiée sur cette action sur la période juillet-décembre 2013 pour prendre le temps d'identifier les parties prenantes (cf. Action 1) et les ornithologues pouvant réaliser les suivis. Des activités ont cependant été menées en fonction de la dynamique locale.

### **2.4.1. En Algérie**

Un animateur local et un ornithologue ont été désignés pour chaque site-test. Des données préliminaires ont été collectées afin d'identifier les espèces les plus communes avec leurs dénominations locales, qui serviront de base pour les sessions de formation. Des données concernant



les sites-test ainsi que des recensements des oiseaux d'eau réalisés habituellement par les services des conservations des forêts ont été collectés dans l'objectif de faire le point sur l'évolution dans le temps des populations d'oiseaux d'eau. Un échancier de sorties de terrain visant le suivi de ces populations, tant hivernantes que nicheuses, a été programmé pour l'année 2014.

#### **2.4.2. En Libye**

Il a été prévu de réaliser cette action de suivi sur la période janvier-juin 2014 plus propice au suivi des oiseaux d'eau en Libye.

#### **2.4.3. Au Maroc**

L'activité a démarré avec les comptages habituels, mais avec une participation limitée (quelques membres du groupe plus ou moins initiés à la reconnaissance des oiseaux d'eau).

#### **2.4.4. En Tunisie**

##### Lac Ichkeul

Une ornithologue externe résidente à Tunis a été identifiée pour réaliser avec les ornithologues bénévoles de l'AAO les suivis trimestriels de l'avifaune et de l'état de conservation du Lac Ichkeul.

##### Sebkhet Sidi Mansour

Un ornithologue externe résident à Sfax a été identifié pour réaliser avec les ornithologues bénévoles de l'AAO les suivis trimestriels de l'avifaune et de l'état de conservation de la Sebkhet Sidi Mansour.

### **2.5. Action 4 - Soutien pour la recherche de fonds pour la mise en œuvre d'actions de gestion sur les sites-tests**

Aucune activité n'avait été planifiée sur cette action sur la période juillet-décembre 2013 pour prendre le temps d'identifier les parties prenantes (cf. Action 1).

### **2.6. Action 5 - Valorisation des données ornithologiques en indicateurs de gestion**

Les indicateurs utilisant des données ornithologiques et potentiellement déclinables à l'échelle des sites test ont été identifiés et présentés aux représentants des quatre ONG partenaires lors de la réunion de lancement. Leur valorisation possible en terme de gestion (et notamment de suivi de l'efficacité des mesures de gestion en place) a également été mentionnée.

En revanche, l'adaptation de ces indicateurs à l'échelle de chacun des sites n'a pas débuté sur la période juillet-décembre 2013 en raison du temps nécessaire aux partenaires pour collecter et valider l'ensemble des données existantes.

Par ailleurs, un formulaire permettant aux ONG partenaires d'exprimer leurs questions relatives à la gestion et à la conservation des oiseaux et des habitats importantes sur chaque site a été envoyé pour savoir à quelles questions elles souhaitent répondre en priorité :

- Pour quel compartiment de la biodiversité aimeriez-vous connaître l'état de conservation? (ex. oiseaux d'eau hivernants, espèces des roselières, espèces d'intérêt patrimonial, etc.)
- Quelles sont les pressions et les menaces pesant sur les oiseaux ou leurs habitats ? (ex. chasse, changement climatique, intensification de l'agriculture, etc.)
- Quelles actions de conservation ou de gestion ont été mises en place et quelle a été leur

efficacité ? (ex. rôle des systèmes de gestion hydraulique, impact de la protection des colonies de reproduction, etc.)

Ce formulaire permet également de recenser les données existantes. L'analyse de ces formulaires et des données mis à disposition par les ONGS partenaires est prévu pour 2014.

## **2.7. Action 6 - Ateliers régionaux sur la gestion des zones humides en Afrique du Nord et les résultats du projet**

Aucune activité n'avait été planifiée sur cette action sur la période juillet-décembre 2013. Le 1<sup>er</sup> atelier régional aura lieu début mai 2014 dans le Moyen-Atlas au Maroc.

## **2.8. Action 7 - Création d'un document de sensibilisation sur l'importance des suivis des oiseaux d'eau pour la protection des zones clés de biodiversité prioritaire**

Aucune activité n'avait été planifiée sur cette action sur la période juillet-décembre 2013. L'objectif de ce document étant de capitaliser l'expérience de ce projet, sa conception est programmée pour 2014-2015.

# **3. Autres actions relatives au projet**

## **3.1. Évaluation des capacités organisationnelles des ONG**

Un objectif fondamental des projets financé par le CEPF est le renforcement des capacités de la société civile afin qu'elle puisse s'engager dans la conservation de la biodiversité. Pour mesurer ce renforcement, le CEPF a développé un outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile. Une fiche d'évaluation remplie en début et fin de projet permet de voir l'impact du projet sur les capacités des ONG. Les partenaires principaux ont rempli ce questionnaire en début de projet (voir annexe 1)

## **3.2. Visite du CEPF en Tunisie**

L'AAO a reçu la visite d'une délégation du CEPF, de la Coordinatrice du programme CEPF en Afrique du Nord et d'un journaliste de la revue « Terre sauvage » (voir annexe 2) pour visiter et évaluer les deux projets financés par le CEPF auxquels l'AAO participe. Cette visite a eu lieu du 16 au 19 octobre 2013. La visite au Parc National de l'Ichkeul et les réunions concernant le présent projet se sont déroulées le 16 octobre.

La journée a débuté avec une réunion de briefing avec l'équipe du CEPF à Tunis et le déplacement en voiture au Parc National de l'Ichkeul. Au parc le conservateur du parc s'est joint aux visiteurs pour les guider lors de la visite et pour les accueillir à l'écomusée. Lors de cette rencontre les visiteurs ont pu entendre et collecter les avis du conservateur quant à la démarche et ses recommandations notamment pour gérer les risques et assurer la durabilité du projet. Les discussions ont été closes par l'observation des oiseaux à partir de l'écomusée. L'AAO avait également arrangé une rencontre avec la population habitant au sein du parc et la préparation d'un déjeuner traditionnel préparé par une des familles locales a été servie en pleine nature.

La visite s'est poursuivie par le déplacement de la délégation à Menzel Bourguiba où les participants ont rencontré les membres de l'ATSE. Les représentants du CEPF ont également profité de l'occasion pour présenter le programme et la stratégie du CEPF. La journée s'est clôturée par une réunion de débriefing à Bizerte.



Visite de l'éco-musée de l'Ichkeul par l'équipe du CEPF © AAO

#### 4. Conclusion

Ce projet est principalement axé sur les sociétés civiles, et plus particulièrement les ONG, pour leur donner les moyens d'agir et d'influencer les politiques en matière de conservation de la biodiversité : sensibilisation sur l'importance des zones clés, création de nouvelles aires protégées, promotion d'une gestion durable de ces aires. Les sociétés civiles pourront ainsi profiter de ces écosystèmes dont elles dépendent pour améliorer leur bien-être.

Malgré la reconnaissance du rôle important de la société civile et notamment des associations par les gestionnaires des sites, ces derniers restent cependant septique pour ce qui concernent le sérieux et la durabilité de l'intervention des associations. Ils font souvent référence à des projets antécédents auxquels ils ont pu participer avec les associations et dénoncent le manque de suivi une fois les projets (ainsi que les financements) terminés. De ce point de vue la mise en place des « Groupes de soutien » avec des objectifs clairs et durables semble cruciale pour mettre le projet sur une base plus large des parties prenantes et pour assurer la durabilité des actions entreprises.

## ANNEXES

### Annexe 1. Outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>1. Ressources humaines</b>						
<b><u>1.1 Employés</u></b>  Laquelle de ces phrases reflète-t-elle le mieux la situation de notre organisation ?	Il n'y a pas d'employé salarié	0	2	0	2	3
	Le nombre d'employés est trop faible, ce qui pose un sérieux problème de fonctionnement pour l'organisation.	1				
	Le nombre d'employés est trop faible pour que l'organisation soit pleinement efficace, mais permet tout de même de mener la plupart des missions.	2				
	Le nombre d'employé est suffisant pour assurer un fonctionnement satisfaisant de l'organisation. Plus de 60% des employés sont toutefois sous contrat à court terme ou employés dans le cadre de projets spécifiques.	3				
	Le nombre d'employé est suffisant pour assurer un fonctionnement satisfaisant de l'organisation. Moins de 60% des employés sont sous contrat à court terme ou employés dans le cadre de projets spécifiques.	4				
<b><u>1.2 Expérience du personnel</u></b>  Combien d'années d'expérience cumulée l'organisation totalise-t-elle ? (on additionnera les années d'expérience <i>pertinentes</i> pour le travail demandé de chacun des employés de l'organisation)	Moins de 10 ans	0	1	0	1	1
	De 10 a 50 ans	1				
	De 51 a 100 ans	2				
	De 101 a 200 ans	3				
	Plus de 200 ans	4				
<b><u>1.3 compétences de l'équipe</u></b>  Quelles sont les domaines dans lesquels votre organisation possède une compétence reconnue (la compétence doit être validée par au moins un diplôme universitaire pertinent, ou au moins deux années d'expérience professionnelle)	Gestion de la mise en œuvre de projet	0.5	3.5	2.5	3.5	4
	Gestion d'organisation (gestion administrative et comptable, gestion de personnel etc.)	0.5				
	Identification des priorités pour les actions de conservation	0.5				
	Utilisation d'approches participatives avec les acteurs locaux	0.5				
	Réalisation d'études biologiques, de suivi de la biodiversité – Etudes scientifiques en lien avec la conservation	0.5				
	Développement de Systèmes d'Information Géographique (SIG)	0.5				
	Communication/vulgarisation sur les questions de biodiversité	0.5				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<i>Note: 0.5 point pour chaque domaine de compétence, quelque soit le nombre d'employés possédant la qualification</i>	Actions de plaidoyer vis-à-vis des pouvoirs publics	0.5				
<p><b><u>1.4 Développement des Ressources humaines, Formation continue</u></b></p> <p>Laquelle de ces phrases reflète-t-elle le mieux la situation de votre organisation ?</p>	L'organisation n'a pas de stratégie en termes de développement des ressources humaines ; l'organisation n'a pas prévu de formation ou de tutorat.	0	1	2	3	1
	L'organisation n'a pas de stratégie en termes de développement des ressources humaines ; certains employés bénéficient de formations <i>ad hoc</i> , en général de courte durée, lorsque s'en présente l'occasion.	1				
	Il y a une stratégie de développement des ressources humaines, et l'organisation met en place occasionnellement (au moins une fois par an) des activités de tutorat ou des formations pour la plupart des employés.	2				
	Il y a une stratégie de développement des ressources humaines, l'organisation a provisionné un budget pour ces activités, et les employés reçoivent en majorité une formation ou un tutorat dans un domaine relatif à leurs activités, et ce régulièrement (au moins tous les 6 mois).	3				
	Il y a une stratégie de développement des ressources humaines, l'organisation a provisionné un budget pour ces activités et a intégré la recherche des fonds nécessaires sur le long terme dans sa stratégie de recherche de fonds. Tous les employés reçoivent une formation ou un tutorat dans un domaine relatif à leurs activités, et ce régulièrement (au moins tous les 6 mois). L'évaluation régulière des employés prend en compte ces aspects de formation.	4				
<p><b><u>1.5 Volontariats</u></b></p> <p>Laquelle de ces phrases reflète-t-elle le mieux la situation de votre organisation ?</p>	L'organisation n'a actuellement pas recours à des volontaires	0	2	1	1	3
	L'organisation a un ou des volontaires, qui ne travaillent pas suivant des termes de références ou un plan de travail clairement défini.	1				
	L'organisation travaille avec 1 à 4 volontaires, qui ont des termes de référence et un plan de travail clairement définis.	2				
	L'organisation travaille avec plus de 5 volontaires, qui ont des termes de référence et un plan de travail clairement définis.	3				
	L'organisation travaille avec plus de 5 volontaires, qui ont des termes de référence et un plan de travail clairement définis, et qui en outre reçoivent un appui régulier et structuré de la part d'autres employés.	4				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>2. Ressources financières</b>						
<b><u>2.1 Sécurité des Ressources financières</u></b>  Laquelle de ces phrases reflète-t-elle le mieux la situation de votre organisation ?	L'organisation n'a pas de ressources financières sécurisées.	0	3	2	2	2
	Les ressources financières sécurisées sont si faibles qu'elles posent de sérieux problèmes de fonctionnement à l'organisation.	1				
	Les ressources financières sécurisées sont inférieures au niveau nécessaire pour que l'organisation soit pleinement efficace, mais permet tout de même de mener la plupart des missions.	2				
	Les ressources financières sécurisées sont à un niveau acceptable pour permettre à l'organisation de fonctionner de manière satisfaisante à court terme (1 à 2 ans) mais les fonds nécessaires au delà de cet horizon (3 à 5 ans) ne sont pas sécurisés.	3				
	Les ressources financières sécurisées sont à un niveau acceptable pour permettre à l'organisation de fonctionner de manière satisfaisante à court et moyen terme (1 à 5 ans)	4				
<b><u>2.2 Diversité des sources de financement</u></b>  De laquelle de ces situations votre organisation est-elle la plus proche ?	Tous les fonds de l'organisation proviennent d'une unique source de financement	0	2	2	3	2
	Le financement de l'organisation dépend d'au moins 2 sources, mais l'une d'entre elle représente plus de 80% du financement total de l'organisation.	1				
	Le financement de l'organisation dépend d'au moins 3 sources, aucune d'entre elles représentant plus de 60% du financement total de l'organisation.	2				
	Le financement de l'organisation dépend d'au moins 5 sources, aucune d'entre elles représentant plus de 40% du financement total de l'organisation.	3				
	Le financement de l'organisation dépend d'au moins 10 sources, aucune d'entre elles représentant plus de 20% du financement total de l'organisation.	4				
<b><u>2.3 Capacité de recherche de financement</u></b>  Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	L'organisation n'est pas prête à préparer des propositions de projet sans une aide extérieure importante.	0	3	3	3	3
	L'organisation peut préparer des propositions de projet avec des objectifs réalistes, mais elle a besoin d'une aide extérieure importante pour la formulation des indicateurs mesurables et le développement des cadres logiques.	1				
	L'organisation peut préparer des propositions de projet avec des objectifs réalistes et des indicateurs mesurables mais a besoin d'appui pour le développement des cadres logiques.	2				
	L'organisation peut préparer des propositions de projet avec des objectifs réalistes et des indicateurs mesurables et des cadres logiques pertinents, mais elle manque de capacité pour répondre aux appels à candidatures (manque de personnel, de temps...)	3				
	L'organisation peut préparer des propositions de projet avec des objectifs réalistes et des indicateurs mesurables et des cadres logiques pertinents. Elle a les capacités de répondre à des appels à candidatures et a été plusieurs fois sélectionnée.	4				
<b><u>2.4 Stratégie de financement durable</u></b>	L'organisation n'a pas commencé à développer une stratégie de financement durable.	0	1	1	3	1
	L'organisation a développé (ou est en train de développer) une stratégie de financement durable, mais n'a pas encore pris de mesures pour sa mise en œuvre.	1				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	L'organisation a adopté une stratégie de financement durable et a commencé à développer au moins un mécanisme de financement de long terme (Fonds fiduciaire, partenariat privé, revenus de capital ou revenus fonciers, produits dérivés...)	2				
	L'organisation a adopté une stratégie de financement durable et a mis en place au moins un mécanisme de financement de long terme. Ce(s) mécanisme(s) ne contribue(nt) que pour moins de 10% au financement de l'organisation.	3				
	L'organisation a adopté une stratégie de financement durable et a mis en place au moins un mécanisme de financement de long terme. Ce(s) mécanisme(s) contribue(nt) pour plus de 10% au financement de l'organisation.	4				
<b><u>2.5 Notoriété de l'organisation</u></b>	L'organisation n'est pour ainsi dire pas connue au-delà de ses partenaires directs	0	3	1	3	2
Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	L'organisation est bien connue parmi les acteurs de la société civile du ou des pays où elle travaille – mais elle demeure peu connue des pouvoirs publics, des bailleurs internationaux, du secteur privé et du public en général.	1				
	L'organisation a des contacts fréquents avec certains décideurs des pouvoirs publics, des bailleurs internationaux ou du secteur privé, et a mis en œuvre certaines activités pour renforcer sa notoriété auprès du grand public.	2				
	L'organisation est bien connue des décideurs des pouvoirs publics, des bailleurs internationaux ou du secteur privé, qui font régulièrement appel à elle pour des collaborations sur des projets de conservation. L'organisation est bien connue du grand public.	3				
	L'organisation est bien connue des décideurs des pouvoirs publics, des bailleurs internationaux, ou du secteur privé, qui font régulièrement appel à elle pour des collaborations sur des projets de conservation. L'organisation est bien connue du grand public, et est soutenue par un programme d'adhésion qui compte au moins 3.000 membres.	4				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>3. Modes de gestion</b>						
<p><b>3.1 Structure organisationnelle</b></p> <p>Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?</p>	L'organisation n'a pas de structure organisationnelle bien définie – en particulier pas d'organigramme structuré définissant les liens hiérarchiques et les schémas de prise de décision. Il n'y a pas de fiche de poste définissant les rôles et attribution de chacun des membres du personnel.	0	2	1	2	1
	L'organisation a une certaine structure organisationnelle, mais l'organigramme demeure flou et l'autorité tend à n'être exercée que par une ou quelques personnes. Certaines fiches de poste ont été développées pour certains employés – mais elles l'ont rarement été préalablement au recrutement.	1				
	L'organisation a défini une structure organisationnelle claire, avec un organigramme définissant précisément les relations hiérarchiques et les responsabilités de chacun. Des fiches de postes existent pour l'ensemble du personnel.	2				
	L'organisation a défini une structure organisationnelle claire, avec un organigramme définissant précisément les relations hiérarchiques et les responsabilités de chacun. Des fiches de postes existent pour l'ensemble du personnel, et sont régulièrement revues et mises à jour lors des évaluations des employés ou des évaluations participatives des performances de l'organisation. Les recrutements se fondent sur les fiches de poste définies au préalable.	3				
	L'organisation a défini une structure organisationnelle claire, avec un organigramme définissant précisément les relations hiérarchiques et les responsabilités de chacun. Des fiches de postes existent pour l'ensemble du personnel, et sont régulièrement revues et mises à jour lors des évaluations des employés ou des évaluations participatives des performances de l'organisation. Les recrutements se fondent sur des fiches de poste définies au préalable, et selon une politique de recrutement bien établie.	4				
<p><b>3.2 Procédures administratives</b></p> <p>Parmi les procédures administratives suivantes, quelles sont celles mises en place et effectivement suivies l'ensemble du personnel ?</p> <p><i>Note: 0.5 point pour chaque</i></p>	Mécanisme de suivi/contrôle de l'utilisation des fournitures	0.5	3	1.5	2.5	3
	Mécanisme de suivi/contrôle de l'utilisation des véhicules	0.5				
	Inventaire régulier des équipements	0.5				
	Règles pour l'acquisition de matériel ou équipement (offres concurrentielles, appels d'offres...)	0.5				
	Règles pour l'obtention et la prise de congés	0.5				
	Règles relatives aux frais de voyage et de mission	0.5				
	Procédures disciplinaires / possibilité de déclarer un problème à la hiérarchie	0.5				
	Manuel opérationnel standard	0.5				
<b>3.3 Gestion financière</b>	Il n'y a pas de livre comptable reprenant toutes les dépenses relatives aux projets	0	3	4	3	4



Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
	Il existe un livre comptable pour chaque projet, mais les dépenses pour chaque ligne de comptabilité s'écartent toujours des budgets prévus, généralement de plus de 20%.	1				
	Il existe un livre comptable pour chaque projet, et les dépenses pour chaque ligne s'écartent de plus de 20% des budgets prévisionnels dans plus de la moitié des cas.	2				
	Il existe un livre comptable pour chaque projet, et les dépenses pour chaque lignes' écartent de plus de 20% des budgets prévisionnels dans moins de la moitié des cas.	3				
	Il existe un livre comptable pour chaque projet, et les dépenses pour chaque ligne ne s'écartent jamais de plus de 20% des budgets prévisionnels.	4				
<b>3.4 Suivi et évaluation</b>	L'organisation n'effectue pas de suivi et n'évalue pas l'impact de ses projets	0	2	3	1	1
Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	Certains projets mis en œuvre par l'organisation sont soumises à des évaluations externes, la plupart du temps à la demande des bailleurs de fonds.	1				
	L'organisation effectue un suivi (monitoring) régulier de ses projets et en évalue les impacts mais les résultats ne sont pas systématiquement utilisés pour améliorer la mise en œuvre ou la définition des nouveaux projets.	2				
	L'organisation effectue un suivi (monitoring) régulier de ses projets et en évalue les impacts mais les résultats ne sont pas systématiquement utilisés pour améliorer la mise en œuvre ou la définition des nouveaux projets. Les résultats de suivi et d'évaluation sont distribués uniquement aux personnes concernées au sein de l'organisation ainsi qu'aux bailleurs.	3				
	L'organisation effectue un suivi (monitoring) régulier de ses projets et en évalue les impacts mais les résultats ne sont pas systématiquement utilisés pour améliorer la mise en œuvre ou la définition des nouveaux projets. Les résultats de suivi et d'évaluation sont largement communiqués, tant au sein qu'à l'extérieur de l'organisation.	4				
<b>3.5 Rapports financiers</b>	L'organisation n'a pas de système pour préparer les états et rapports financiers	0	2	3	3	3
Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	L'organisation a un système en place pour élaborer des états et rapports financiers, mais les rapports ne sont produits qu'épisodiquement, en réponse aux demandes spécifiques des bailleurs. Il n'y a pas d'audit financiers externes.	1				
	L'organisation élabore des états financiers et des rapports financiers, qui sont transmis au personnel dirigeant et au conseil d'administration – mais ces rapports sont souvent incomplets ou transmis tardivement. Des audits externes sont conduits de temps en temps.	2				
	L'organisation élabore des états financiers et des rapports financiers, qui sont transmis au personnel dirigeant et au conseil d'administration. Ces rapports sont généralement complets et transmis dans les délais prévus. Des audits externes sont conduits annuellement et leurs recommandations sont suivies d'effets.	3				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
	L'organisation élabore des états financiers et des rapports financiers, qui sont transmis au personnel dirigeant et au conseil d'administration – et ces rapports sont toujours complets et transmis dans les délais prévus. Des audits externes sont conduits annuellement et leurs recommandations sont suivies d'effets. L'organisation publie un rapport financier annuel accessible au public.	4				
<b>4. Organisation stratégique</b>						
<b>4.1 Gouvernance</b>						
Laquelle de ces phrases correspond-elle le mieux à la situation de votre organisation ?	Il n'y a pas de conseil d'administration (ni d'autre groupe indépendant jouant ce rôle sous une autre dénomination) chargé de définir les axes stratégiques et la vision de l'organisation.	0	3	3	2	2
	Un conseil d'administration (CA - ou un autre groupe indépendant sous une autre dénomination) est bien mis en place, mais son rôle n'est pas tout à fait clair – il intervient certes dans l'orientation stratégique mais aussi sur des aspects plus directement managériaux. Les membres du CA ne sont pas choisis en fonction des besoins de l'organisation ou des thèmes particuliers sur lesquels elle intervient.	1				
	Un conseil d'administration (CA - ou un autre groupe indépendant sous une autre dénomination) est bien mis en place, et son rôle stratégique est bien défini et clairement séparé des fonctions managériales. Les membres du CA sont dans leur majorité issus d'un seul type de 'secteur' (scientifiques, membres de la société civile, des médias, des autorités nationales, du secteur privé etc.)	2				
	Un conseil d'administration (CA - ou un autre groupe indépendant sous une autre dénomination) est bien mis en place, et son rôle stratégique est bien défini et clairement séparé des fonctions managériales. Les membres du CA sont issus de différents secteurs et capables de mener un ensemble d'activités diverses, comme la recherche de fonds, les relations publiques, le plaidoyer ou la supervision financière.	3				
	Un conseil d'administration (CA - ou un autre groupe indépendant sous une autre dénomination) est bien mis en place, et son rôle stratégique est bien défini et clairement sépare des fonctions managériales. Les membres du CA sont issus de différents secteurs et capables de mener un ensemble d'activités diverses, comme la recherche de fonds, les relations publiques, le plaidoyer ou la supervision financière. Des comités spécifiques sont mis en place pour chacune de ces activités.	4				
<b>4.2 Définition des missions</b>						
Laquelle de ces phrases correspond-	L'organisation n'a pas de définition claire de ses missions	0	3	4	3	4
	L'organisation a défini ses missions mais de manière imprécise ou trop vague ; cette définition n'apporte pas une guidance claire à l'organisation.	1				

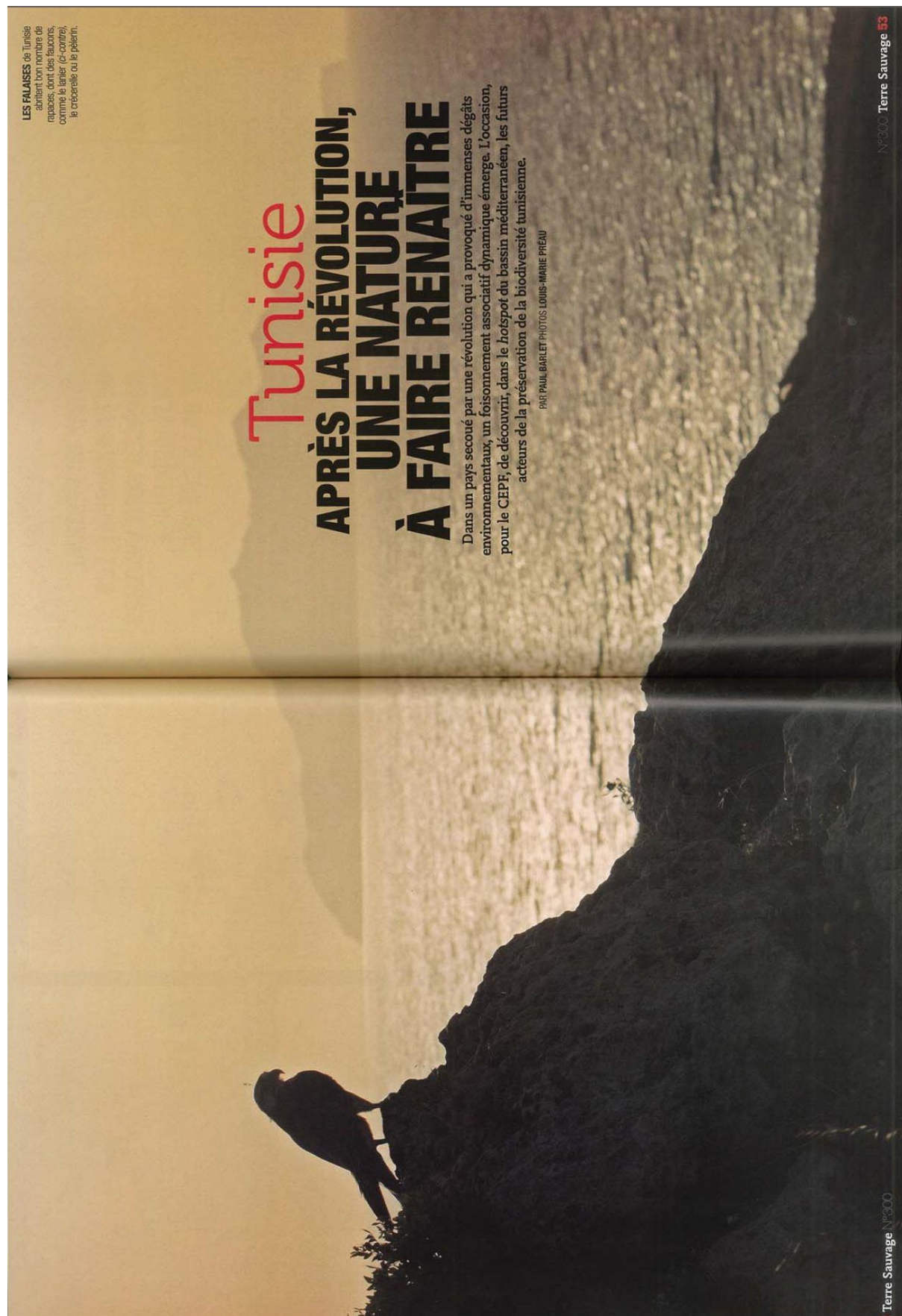
Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
elle le mieux a la situation de votre organisation ?	L'organisation s'est pourvue d'une définition de ses missions qui exprime bien ses objectifs généraux. Cependant, les employés n'ont pas une vision claire de la manière dont leur travail doit s'articuler avec ces missions, et les personnes étrangères l'organisation n'associent pas directement ces missions avec l'organisation.	2				
	L'organisation s'est pourvue d'une définition de ses missions qui exprime bien ses objectifs généraux. La plupart des employés ont une bonne vision de la manière dont leur travail s'articule avec ces missions, mais les personnes étrangères l'organisation n'associent pas nécessairement ces missions avec l'organisation.	3				
	L'organisation s'est pourvue d'une définition de ses missions qui exprime bien ses objectifs généraux, et tous les employés ont une vision claire de la manière dont leur travail s'articule avec ces missions. Les personnes étrangères l'organisation font directement le lien entre l'organisation et ses missions.	4				
<b>4.3 Plan stratégique</b>  Laquelle des phrases suivantes décrit-elle le mieux le plan stratégique de l'organisation ?	Il n'y a pas de plan stratégique	0	1	2	2	2
	Le plan stratégique n'est plus d'actualité, ou bien est en cours de préparation, ou bien n'intègre pas d'indicateurs mesurables.	1				
	L'organisation a un plan stratégique avec des indicateurs mesurables, et couvre une période d'au moins trois années. Toutefois, il n'existe pas de mécanisme permettant de suivre si les activités de l'organisation contribuent effectivement à la mise en œuvre du plan.	2				
	L'organisation a un plan stratégique avec des indicateurs mesurables, et couvre une période d'au moins trois années. Un mécanisme de suivi permet de s'assurer (ou non) que les activités de l'organisation contribuent au plan. Le plan est mis à jour lorsque le besoin s'en fait sentir, sans périodicité définie.	3				
	L'organisation a un plan stratégique avec des indicateurs mesurables, et couvre une période d'au moins trois années. Un mécanisme de suivi permet de s'assurer (ou non) que les activités de l'organisation contribuent au plan. Le plan est mis à jour régulièrement, selon un mode participatif associant les employés, le conseil d'administration et des partenaires extérieurs.	4				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>4.4 Pertinence des projets</b>  Laquelle des situations suivantes se rapproche-t-elle le plus de celle de votre organisation ?	L'organisation n'a pas de missions clairement définies et son portefeuille de projet manque de cohérence (projets variés, sans liens les uns avec les autres).	0	3	2	4	4
	L'organisation a un portefeuille de projets variés, qui sont fréquemment peu en rapport avec ses missions.	1				
	L'organisation a un portefeuille de projets variés, qui sont le plus souvent – mais pas toujours – pertinents par rapport à ses missions. L'organisation saisit les opportunités de financement sans s'assurer méthodiquement que les projets soumis s'accorderont bien à ses missions et à son plan stratégique.	2				
	L'organisation a un portefeuille de projets cohérent, et les projets sont le plus souvent – mais pas toujours – pertinents par rapport à ses missions. Les appels à proposition (et autres opportunités de financement) sont parfois évalués, avant participation, pour s'assurer que les projets soumis s'accorderont bien à ses missions et à son plan stratégique.	3				
	L'organisation a un portefeuille de projets cohérent, et les projets sont toujours pertinents par rapport à ses missions. Les appels à proposition (et autres opportunités de financement) sont toujours évalués méthodiquement, avant participation, pour s'assurer que les projets soumis s'accorderont bien à ses missions et à son plan stratégique. L'organisation soumet des projets à financement si et seulement si ils s'intègrent effectivement à ses missions et à son plan stratégique.	4				
<b>4.5 Responsabilité vis-à-vis des autres acteurs</b>  Dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des projets, laquelle des phrases suivantes décrit-elle le mieux le rôle des autres acteurs ( <i>entendus ici au sens des autorités nationales et services gouvernementaux, communautés locales, autres ONG travaillant sur les mêmes zones/sujets etc.</i> ) ?	Les autres acteurs ne sont pas associés à l'élaboration des projets ni à leur mise en œuvre.	0	3	2	3	3
	Les autres acteurs sont parfois consultés lors de l'élaboration du projet mais ne sont pas associés à la prise de décision.	1				
	Les autres acteurs sont régulièrement consultés tout au long du cycle de projet, depuis la préparation et au cours de la mise en œuvre ; ils contribuent parfois à la prise de décision, dans des cas spécifiques.	2				
	Les autres acteurs sont consultés systématiquement tout au long du cycle de projet, depuis la préparation et au cours de la mise en œuvre. Ils ont un rôle clairement défini dans la prise de décision. En outre, ces autres acteurs – devenus partenaires - sont consultés lorsque l'organisation développe ou révisé la définition de ses missions ou son plan stratégique – sans toutefois participer à la prise de décision.	3				
	Les autres acteurs sont consultés systématiquement tout au long du cycle de projet, depuis la préparation et au cours de la mise en œuvre. Ils ont un rôle clairement défini dans la prise de décision. En outre, ces autres acteurs – devenus partenaires - sont consultés lorsque l'organisation développe ou révisé la définition de ses missions ou son plan stratégique ; les partenaires ont dans ce cadre un rôle clairement défini au moment de la prise de décision.	4				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>5. Efficacité / Obtention de Résultats</b>						
<b><u>5.1 Taille des projets en cours</u></b>  Quel est le plus gros budget actuellement géré parmi les projets en cours ?	Moins de 1 000 dollars US par an	0	2	2	3	2
	De 1 000 à 10 000 dollars US par an	1				
	De 10 000 à 100 000 dollars US par an	2				
	De 100 000 à 1 million de dollars US par an	3				
	Plus d'un million de dollars US par an	4				
<b><u>5.2 Pertinence des projets par rapport aux objectifs de conservation</u></b>  Quelle phrase décrit-elle le mieux la situation de votre organisation ?	Aucun projet n'a de d'objectif spécifique ciblant la biodiversité / la conservation	0	3	4	3	3
	Moins de la moitié des projets ont un objectif spécifique ciblant la biodiversité/ la conservation	1				
	Plus de la moitié des projets ont un objectif spécifique ciblant la biodiversité/ la conservation	2				
	Tous les projets ciblent clairement la biodiversité / la conservation, et des mécanismes de suivi permettent de mesurer clairement les résultats obtenus en matière de conservation	3				
	Tous les projets ciblent clairement la biodiversité / la conservation avec des objectifs fondés sur les priorités mondiales de conservation (Liste Rouge UICN, Sites Clefs pour la Biodiversité (KBAs), Ecorégions WWF etc.). Des mécanismes de suivi permettent de mesurer clairement les résultats obtenus en matière de conservation	4				
<b><u>5.3 Respect du calendrier pour les résultats attendus</u></b>  Diriez-vous que dans votre organisation, les résultats programmés dans les plans d'action...	ne sont jamais atteints?	0	2	3	3	3
	Sont atteints et dans les délais, dans moins de la moitié des cas ?	1				
	Sont atteints et dans les délais, dans plus de la moitié des cas ?	2				
	Sont toujours atteints mais pas toujours exactement dans les délais (un trimestre environ de décalage) ?	3				
	Sont toujours atteints, et toujours dans les délais ?	4				
<b><u>5.4 Zone d'intervention géographique</u></b>  Quelle phrase décrit-elle le mieux la situation dans laquelle se trouve votre projet ?	L'organisation est basée dans un centre urbain et toutes les activités se déroulent dans ce même centre urbain.	0	1	3	2	3
	L'organisation gère un ou plusieurs projets de terrain, mais tous sont dirigés directement depuis le centre urbain où se trouve le siège de l'organisation.	1				
	L'organisation a un ou plusieurs projets de terrain gérés directement par des bureaux ou antennes basés sur le terrain.	2				
	L'organisation a un ou plusieurs projets de terrain gérés directement par des bureaux ou antennes basés sur le terrain. Elle coordonne en outre au moins un réseau d'ONG locales, de communautés de base ou d'autres organisations de la société civile, actif dans une ou plusieurs régions du pays.	3				
	L'organisation a un ou plusieurs projets de terrain gérés directement par des bureaux ou antennes basés sur le terrain. Elle coordonne en outre au moins un réseau d'ONG locales, de communautés de base ou d'autres organisations de la société civile, actif au niveau national.	4				

Indicateur	Critères	Note	AAO	ANAO	GREPOM	LSB
<b>5.5 Collaboration</b>  Quelle phrase décrit-elle le mieux la collaboration qui existe entre votre organisation et les autres ONGs, nationales ou internationales ?	L'organisation n'a pas d'expérience de travail en commun avec d'autres organisations.	0	4	3	3	3
	L'organisation collabore occasionnellement avec d'autres organisations de la société civile, dans le cadre d'initiatives communes, lorsque l'occasion s'en présente.	1				
	L'organisation a des relations de travail régulières, et au moins un projet conjoint en cours, avec d'autres organisations de la société civile.	2				
	L'organisation a des relations de travail régulières, et au moins un projet conjoint en cours, avec d'autres organisations de la société civile. Elle participe à au moins un réseau ou une coalition d'ONGs, sans y jouer un rôle de leader.	3				
	L'organisation a des relations de travail régulières, et au moins un projet conjoint en cours, avec d'autres organisations de la société civile. Elle participe à au moins un réseau ou une coalition d'ONGs, et elle joue un rôle de leader dans la promotion de ces initiatives conjointes.	4				
<b>Notes</b>	<b>1. Ressources humaines</b>	/ 20	9.5	5.5	10.5	12
	<b>2. Ressources financières</b>	/ 20	12	8	14	10
	<b>3. Systèmes de gestion</b>	/ 20	12	12.5	11.5	12
	<b>4. planification stratégique</b>	/ 20	11	13	14	15
	<b>5. Efficacité / Obtention de résultats</b>	/ 20	12	15	14	14
	<b>NOTE GLOBALE</b>	/ 100	56.5	54	64	63

**Annexe 2.** Article publié dans Terre Sauvage sur les projets du CEPF en Tunisie



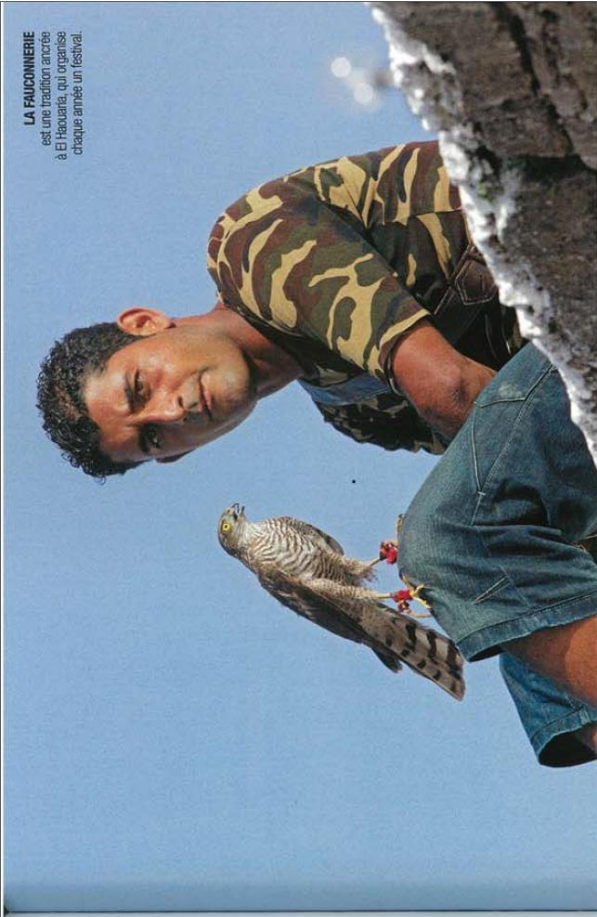
LES FALAISES de Tunisie abritent bon nombre de rapaces, dont des faucons, comme le lanier (ci-contre), le crécerelle ou le pèlerin.

# Tunisie

## APRÈS LA RÉVOLUTION, UNE NATURE À FAIRE RENAITRE

Dans un pays secoué par une révolution qui a provoqué d'immenses dégâts environnementaux, un foisonnement associatif dynamique émerge. L'occasion, pour le CEPF, de découvrir, dans le *hotspot* du bassin méditerranéen, les futurs acteurs de la préservation de la biodiversité tunisienne.

PAR PAUL BARLET PHOTOS LOUIS-MARIE PRÉAU



**LA FAUCONNERIE**  
est une tradition ancrée  
à El Houara, qui organise  
chaque année un festival.



**UN FAUCON PÉLERIN**  
en vol, rapide pour être  
l'oiseau le plus rapide  
du monde en pique.

N°300 Terre Sauvage 53

## STARS DU FESTIVAL DE FAUCONNERIE, LES RAPACES SONT VICTIMES DU BRACONNAGE ET DE LA CHASSE.

Claudia Feltrup-Azafaf, L'AAO est l'une des plus anciennes et plus influentes ONG environnementales de Tunisie. Rendez-vous pris au Parc national d'Ichkeul avec son conservateur, Habib Ghazouani, pour discuter d'un projet international mené en Tunisie par l'AAO : collecter des données sur les oiseaux et améliorer la gestion du suivi des espèces par des associations locales. Quand la discussion s'engage, la majesté du paysage ne parvient pas à gommer un sentiment d'inertisme. La révolution tunisienne s'est accompagnée d'une période noire pour l'environnement. Après le départ, le 14 janvier 2011, du président Ben Ali, en poste depuis vingt-quatre ans, l'Etat se disloque complètement et, avec lui, les principales administrations du pays. En matière de gestion des ressources naturelles, c'est la débâcle. La surveillance des sites est suspendue. La situation économique se détériore, laissant place à une économie illégale de subsistance ; l'absence de volonté, de moyens injectés dans la politique environnementale se traduit dans un premier temps par le sacage de plusieurs parcs nationaux.

### Une multitude d'initiatives

Pendant plusieurs mois, Habib Ghazouani n'a pu accéder au Parc national d'Ichkeul : « Quand j'ai pu revenir, j'ai eu des douleurs à la poitrine en constatant les dégâts. Les gens ont mis leur bétail partout, les barrières sont cassées. Il y a eu un essor de la pêche clandestine, du braconnage, des coupes forestières illégales, des décharges sauvages... » Avec le braconnage de l'outarde houbara, Hichem a connu, lui aussi, une rude déconvenue : « On aurait pu penser que quelque chose allait changer après la révolution, mais, en plus des Saoudiens qui les chassent dans le sud de la Tunisie, nous avons maintenant les Qataris. Le problème c'est que cela représente toujours un "partenariat" pour la Tunisie et que cela procure des revenus aux personnes pour certains sanctuaires (sanctuaires religieux devenus sanctuaires de nature) sont globalement éparpillés. Habib s'empare en poursuivant : « Ichkeul est le parc le plus fréquenté, avec 40000 visiteurs par an, mais les gens ici n'ont pas une mentalité de naturalistes ! Il faut communiquer, communiquer, communiquer ! » Pour Hichem et Claudia, c'est moins un problème de mentalité que de concertation : « Si une famille commence à tirer parti de l'écotourisme, en respectant la réglementation, d'autres suivront », estiment-ils. La réunion prend fin, le conservateur soutiendra le projet de l'AAO, il est d'accord pour tenter de rapprocher les citoyens des équipes du Parc, même s'il reste sceptique.

Pourtant, derrière l'opportunisme de certains, une volonté de changement durable apparaît et s'illustre dans de nouvelles formes de gouvernance, associatives par exemple. L'arbre des

**A**u nord de la Tunisie, dans le Parc national d'Ichkeul, près de Bizerte, au sommet du grand djebel calcaire, les rizières de vent nous ébouriffent et étouffent les trilles discrets de la fauvette et de la rubiette de Mousnier (un rougequeue), l'unique oiseau endémique de la Tunisie. Le regard porte loin : d'immenses étendues miroitantes, le lac et ses marais à potamots sur plus de 12000 hectares, circonscrivent les flancs de la montagne. Quelque 180 espèces d'oiseaux, infodés aux zones humides, viennent s'y reposer, surtout en période de migration : la fréquentation du site avoisne parfois les 400000 individus. Des colonies d'otes cendrées et quelques spatules blanches barbotent dans les environs. Un peu comme les touristes, qui ont leurs habitudes : les sources d'eau thermale en contrebas du djebel attirent traditionnellement les femmes soucieuses de voir leur fertilité s'épanouir.

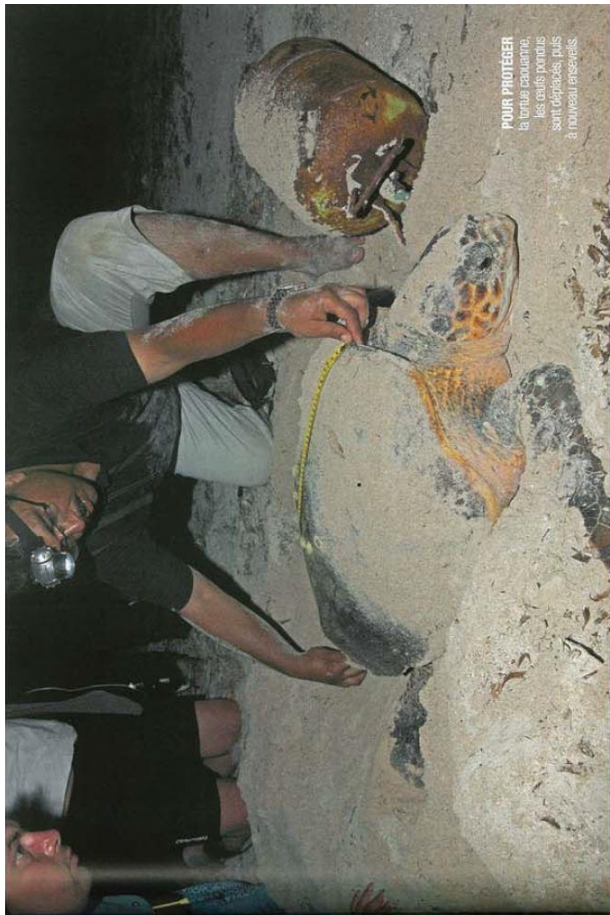
Majestueux décor pour la première réunion de l'équipe du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF), venue examiner la mise en place des cinq projets qu'il soutient. Pierre Carret est le directeur des subventions en charge de l'Afrique du Nord ; Awatef Abidh est chargée des programmes en Afrique du Nord et Antonia Cermak-Ierzian coordonne les subventions. Aujourd'hui, ils accompagnent le président de l'Association des amis des oiseaux (AAO), Hichem Azafaf et sa directrice



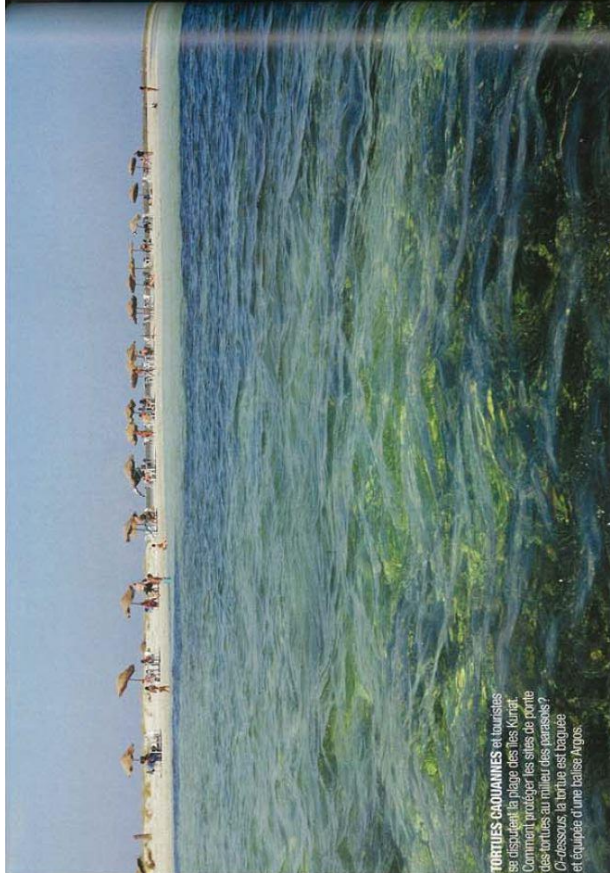
**LE LAC DE TUNIS** en hiver, avec ses colonies d'agrèttes et de flamants roses, fait l'objet des observations de l'Association des amis des oiseaux.

Terre Sauvage N°300





**POUR PROTÉGER**  
la tortue caouanne,  
les œufs ponchés  
sont déplacés, puis  
à nouveau ensevelis.



**TORTUES CAOUANNES** et tunisiennes  
se disputent la plage des îles Kurat.  
Comment protéger les sites de ponte  
des tortues au milieu des parasols ?  
Ce dessin de la tortue est réalisé  
et équipé d'une balise Argos.



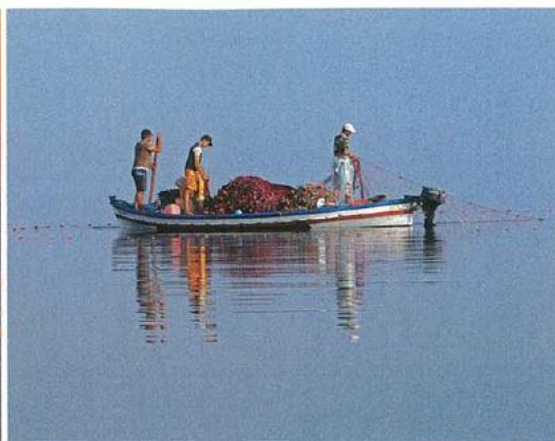
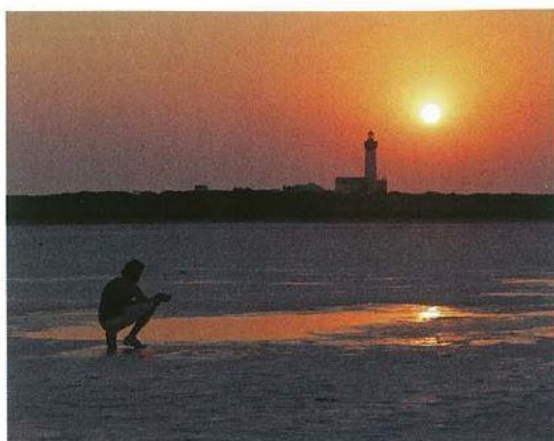
... dégradations masque la forêt des initiatives, nées après la révo-  
lution, qui visent à sauvegarder l'environnement. Les démarches  
pour créer une association ont été considérablement simpli-  
fiées; plus besoin aujourd'hui de laval de l'Etat. Du coup, une  
mosaïque disparate de plus de 5000 d'entre elles s'est créée en  
moins de deux ans, illustrant la vitalité bouillonnante de la  
société. C'est sans doute une bonne nouvelle, mais qui ne facilite  
pas la vie des équipes du CEPF! Comme toutes les structures  
qui travaillent avec la société civile, son problème est de faire le  
tri parmi toutes ces associations: «C'est un peu un processus  
de sélection naturelle», explique Pierre Carret. Certaines ne sont  
que des vitrines, d'autres deviendront les acteurs de demain,  
avec qui nous pourrions coordonner les actions en faveur des  
écosystèmes.» Le bon sens impose au CEPF une forme de prudence dans le suivi de leurs projets. En amont,

c'est Awatef, Tunisienne, qui recueille les propositions des asso-  
ciations: «La conservation de la nature doit devenir une culture.  
Il faut partir de la base, des enfants, des jeunes associations;  
c'est à eux de dire, non à leurs parents, à l'ancienne mentalité.»  
En aval, c'est Antonia qui assure l'évaluation financière (en plus  
des règles de transparence): «Les associations avec qui nous  
travaillons doivent nous envoyer leurs rapports d'activité tous  
les six mois et leurs rapports financiers tous les trois mois.»

**Le lac de Tunis: paradis des oiseaux**  
Le lendemain, direction Cap Negro, un petit village de  
pêcheurs situé sur le littoral nord, en compagnie des membres  
du bureau tunisien du WWF. Il s'agit d'y favoriser l'économie  
à travers la création d'une aire marine protégée, avec le soutien

d'une association locale de développement. La côte est splendide.  
Depuis notre observatoire entouré d'odorantes forêts de chênes-  
lièges, d'oliviers sauvages et de jenniskes, nous apercevons au loin  
l'archipel de la Galite. «Le rôle du CEPF», précise Pierre Carret,  
est d'être des projets qui s'appuient sur cette société civile émer-  
gente, mais seulement dans les 47 zones clés de la biodiversité  
appartenant délimitées en Tunisie. Ensuite, nous renforçons les  
capacités des associations locales pour qu'elles puissent être  
efficaces dans la gestion intégrée de la biodiversité, en allant  
même jusqu'à proposer de nouvelles alternatives économiques,  
voire des évolutions législatives...» Sur le papier, c'est très simple.  
Dans les faits, c'est autre chose: les anciennes structures locales  
perpétuent des logiques de coopération et s'opposent, parfois  
violemment, à l'émergence de nouvelles solidarités. Ghoulam  
Mouafak, ingénieur et zoototechnicien pour l'Etat, président d'une

association de développement avec laquelle travaille le WWF, fait  
part de ses inquiétudes: «J'en ai marre de l'ancienne mentalité,  
des petites structures locales créées par l'Etat et où personne ne  
conse, mais doit, en échange, voter pour le président. Par exemple,  
les Groupements agricoles de développement locaux, à partir  
desquels les leaders subordonnent notre travail pour conserver leur  
emprise sur les subventions et sur les villageois. Il faut prendre  
les leaders à part, les rallier à nous et les éloigner de la corruption  
si l'on veut évoluer dans le bon sens.»  
Retour à Tunis pour une virée dans le sud. Hichem et Claudia,  
les patrons de l'AAO, nous emmènent sur différents sites  
dévolus à leur second projet CEPF. Toujours à l'affût d'espèces  
observables et jamais avares de leur savoir, ils nous expliquent  
pourquoi les cigognes préfèrent nicher sur les poteaux télépho-  
niques ou comment différencier le sexe des spermiers en vol. ...



**LES PAYSAGES DE CARTE POSTALE** offerts par les côtes de Tunisie abritent une avifaune très riche. Sa préservation est un enjeu majeur de la reconstruction du pays, dans la période post-révolutionnaire.

\*\*\*\*

L'AAO va former des comités locaux de gestion, animés par de petites ONG, afin de promouvoir le tourisme vert (création de parcours, formation de guides ornithologiques...). Le premier secteur, plutôt déroutant, puisque situé en plein milieu de la capitale, est le lac de Tunis. L'accès y est relativement facile, à condition de franchir « Madagascar », la décharge sauvage qui se propage, depuis la révolution, jusqu'aux rives du lac. Foued, jeune guide en formation, et Hichem nous proposent une visite à la longue vue: surprise, nous recensons en quelques minutes près d'une vingtaine d'espèces: des flamants roses en quantité, des courlis cendrés, des pluviers argentés, des chevaliers aboyeurs, des mouettes, des goélands, des spatules... Des enfants plongent à proximité, un pêcheur envasé avec un asticot à la main, la skyline de Tunis sur fond de soleil couchant: autant d'éléments d'un décor qui pourrait, par sa tranquillité, nous faire oublier qu'il est fortement menacé.

## Les stars d'El Haouaria

Les autres emplacements pilotes, des lagunes riches en oiseaux, mais également fortement dégradées, seront gérés à Korba, Soliman et Nabeul par des associations locales, qui rassemblent une foule de volontaires. Les réunions y sont animées, bien que l'ambiance soit détendue, on ressent l'implication de tous les acteurs. On ne peut pas en dire autant à El Haouaria, le dernier site du projet, une petite ville côtière dont les falaises environnantes abritent une multitude de rapaces, des éperviers en nombre et de majestueux faucons – lanier, crécerelle, pèlerin – tranchant les airs de leur vol précis et rigide. La chasse y est traditionnelle et réglementée: on capture les oiseaux lors de leurs migrations, puis on les relâche après le grand festival annuel de fauconnerie. Mais les effectifs de rapaces sont en baisse, un seul garde assure la surveillance des nids contre les braconniers. Bien que la section locale d'AAO développe de nombreuses initiatives, notamment en mettant en place des visites écotouristiques, elle a du mal à se remettre des péripéties de la révolution. Son centre pédagogique a été saccagé (trop proche du commissariat qui s'est spontanément enflammé) et un conflit larvé avec une autre association écologiste empêche un travail en commun. Dommage pour El Haouaria et ses

oiseaux, qui auraient bien besoin d'une coordination efficace. Les solutions de soutien à l'activité de chasse ne font pas l'unanimité entre les associations, celles proposées par les fauconniers semblent difficilement compatibles avec la stratégie du CEPF. Parfois, la bonne volonté ne suffit pas...

## Des œufs à protéger

Cap enfin sur la belle région touristique de Monastir, à la rencontre des tortues marines – dites « tortues caouannes » – des îles Kuriat, avec Imed Jribi, membre d'une association de défense des écosystèmes. La plage est belle, sauvage, on comprend mieux pourquoi les touristes y sont conduits en été: « Sur le lieu de ponte des tortues, le piétinement des nids tasse le sable et peut empêcher l'émergence des petites caouannes la nuit venue », regrette Imed, qui s'accroupit, déterre les œufs d'un ancien nid pour compter combien ont éclos: « 77 sur 82, très bonne statistique, lance-t-il. En fait, la pire menace ne vient pas des touristes, mais des pêcheurs, en particulier ceux utilisant de manière illégale de petits chaluts, qui font des ravages. » L'association d'Imed est pour l'instant la seule petite ONG qui recevra une aide de la part du CEPF pour son projet de sauvegarde de la tortue caouanne. « À terme, nous espérons financer directement de petites associations nationales. Cela voudra dire qu'elles sont fortes. Mais, pour l'instant, concède Pierre, elles sont jeunes et nous préférons les consolider par le biais d'ONG aux capacités plus développées, le WWF ou l'UICN par exemple. »

Nos pérégrinations prennent fin. C'est la dernière réunion, avec le Réseau associatif pour la nature et le développement en Tunisie. Houman Boubaker, vice-président, prend la parole: « Avec l'émergence de la société civile tunisienne, des ONG internationales et des bailleurs nous ont courtisés pour que nous apposions notre blanc-seing sur leurs projets. Nous ne souhaitons pas devenir des ingénieurs des travaux finis et nous ne sommes pas à vendre. Le gouvernement est dans l'incapacité de répondre, nous croyons que la société civile doit avoir un rôle stratégique. » C'est bien dans cet esprit que le CEPF est venu: pour nouer avec la société civile tunisienne des partenariats qui annoncent une gestion durable des ressources naturelles, sans tout miser sur un État en pleine reconstruction. ▀